



Assemblée générale

Distr. générale
13 mars 2023
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-deuxième session

27 février-31 mars 2023

Point 6 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Pologne

Additif

Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Après un examen approfondi, la Pologne fait part de sa position, et fait parvenir des commentaires supplémentaires et une annexe, sur les recommandations présentées à la séance de la quarante et unième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel tenue le 15 novembre 2022. Elle demande que sa position ainsi que les commentaires supplémentaires et l'annexe figurent dans le rapport final.

Recommandations 114.1 et 114.2 : Notées et non acceptées. La ratification de la Convention n'est pas prévue pour le moment. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.3 : Notée – non acceptée en ce qui concerne la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Notée en ce qui concerne la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. La ratification des Conventions n'est pas prévue pour le moment. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.4 à 114.6 : Notées. La ratification de la Convention n'est pas prévue pour le moment. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.7 : Notée en ce qui concerne la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Notée sans prise de position définitive en ce qui concerne le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La ratification des Conventions n'est pas prévue pour le moment.

Recommandations 114.8 à 114.15 : Notées sans prise de position définitive. La ratification n'est pas prévue pour le moment.

Recommandation 114.16 : Notée et non acceptée en ce qui concerne la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Notée en ce qui concerne la Convention relative au statut des apatrides. S'agissant de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.17 à 114.19, 114.26, 114.47, 114.53, 114.69, 114.148, 114.151, 114.155, 114.156, 114.161, 114.185, 114.186, 114.188, 114.211, 114.213, 114.217, 114.223, 114.220, 114.222, 114.224, 114.228, 114.232 et 114.233 : Notées.

Recommandation 114.20 : Notée et non acceptée. La ratification des Conventions n'est pas prévue pour le moment. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.21 : Notée en ce qui concerne la ratification de la Convention d'Istanbul, et notée et non acceptée pour le reste. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.22, 114.38, 114.43, 114.49, 114.51 et 114.52, 114.54 à 114.61, 114.63 à 114.65, 114.67, 114.70, 114.108 à 114.116, 114.139 à 114.142, 114.144 à 114.146, 114.152 à 114.154, 114.157 et 114.158, 114.160, 114.179 à 114.184, 114.189 à 114.191, 114.193 à 114.197, 114.218 et 114.219, 114.221, 114.225 à 114.227, 114.229 et 114.230 : Acceptées.

Recommandation 114.23 : Acceptée. Pas de déclaration quant à la date de la visite.

Recommandation 114.24 : Rejetée. La Constitution de la République de Pologne fait référence à la protection de l'environnement, il n'y a donc aucune raison d'y apporter des modifications.

Recommandations 114.25 et 114.80 : Rejetées. Le Conseil national de la magistrature est un organe indépendant qui garantit l'indépendance des tribunaux et des juges, et il est totalement autonome dans sa prise de décisions. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.27 : Notée en ce qui concerne la pleine mise en œuvre de la Convention d'Istanbul. Rejetée en ce qui concerne le retrait de la demande de vérification dont est saisie la Cour constitutionnelle. La Pologne assure la protection contre la violence à un niveau plus élevé que celui prévu par la Convention d'Istanbul.

Recommandation 114.28 : Rejetée. La Pologne rejette la recommandation faite par la Fédération de Russie pour des raisons politiques. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.29 et 114.50 : Notées. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.30 : Notée avec une remarque concernant l'interprétation. La Pologne est dotée de normes juridiques générales qui prévoient une protection complète très étendue pour tous. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.31 à 114.35, 114.42 et 114.87 : Notées. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.36 et 114.37 : Notées. Le programme d'action national pour l'égalité de traitement 2022-2030 prévoit l'examen et l'actualisation éventuelle de la législation antidiscrimination.

Recommandation 114.39 : Notée. La Pologne est déjà dotée de lois qui prévoient l'indépendance des médias et des instances chargées de la régulation. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.40 : Notée. Le Ministère de la justice travaille à l'élaboration d'un projet de loi concernant la liberté d'expression sur les médias sociaux.

Recommandation 114.41 : Notée. La Constitution polonaise garantit le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association et à la liberté d'expression. La législation polonaise garantit la liberté d'action des organisations non gouvernementales, qui bénéficient d'un appui dans tout le pays.

Recommandation 114.44 : Acceptée. Conformément à la Constitution et à la loi du 15 juillet 1987 sur le Commissaire aux droits de l'homme, le Commissaire est indépendant de tout autre organe de l'État et est nommé par le Sejm, avec l'accord du Sénat, pour un mandat de cinq ans. Il défend les libertés, les droits de l'homme et les droits civils tels qu'ils sont énoncés dans la Constitution et d'autres lois. Toutes les personnes soumises à la loi polonaise, qu'il s'agisse de citoyens polonais, d'étrangers ou d'apatrides, ont le droit de saisir le Commissaire aux droits de l'homme en vue d'obtenir une assistance si les autorités publiques ont porté atteinte à leurs droits et à leurs libertés.

Le Commissaire peut être révoqué par le Sejm avant la fin de son mandat, uniquement dans trois cas : 1) s'il a renoncé à exercer ses fonctions ; 2) s'il est durablement empêché d'assumer ses obligations en raison d'une maladie, d'un handicap ou d'un affaiblissement de ses forces, attesté par un certificat médical ; 3) s'il a fourni une déclaration de lustration mensongère, constatée par une décision de justice définitive et contraignante.

Recommandation 114.45, 114.46, 114.68 et 114.71 : Acceptées et mises en œuvre.

Recommandation 114.48 : Rejetée. La Pologne rejette la recommandation faite par le Bélarus pour des raisons politiques.

Recommandation 114.62 : Rejetée. La Pologne rejette la recommandation faite par la Fédération de Russie pour des raisons politiques. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.66 et 114.149 : Rejetées.

Recommandation 114.72 : Rejetée. La Pologne rejette la recommandation faite par la Fédération de Russie pour des raisons politiques.

Recommandation 114.73 : Rejetée. L'organisation et le fonctionnement du système judiciaire en Pologne ne relèvent pas des compétences conférées à l'Union européenne (art. 4, par. 1, du Traité sur l'Union européenne). Les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne sur le sujet sont donc inapplicables.

Il ressort de la jurisprudence des cours constitutionnelles nationales des États membres de l'UE, dont la Pologne (arrêts du 14 juillet 2021 dans l'affaire P 7/20 et du 7 octobre 2021 dans l'affaire K 3/21), que le principe du maintien de la souveraineté dans le processus d'intégration européenne exige le respect des restrictions constitutionnelles imposées à la délégation de compétence.

Recommandations 114.74, 114.77, 114.78, 114.83 et 114.89 : Rejetées. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.73. D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.75 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.74. D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.76 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.73, 114.74 et 114.75. D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.79, 114.81, 114.82, 114.84, 114.90 à 114.92, 114.100, 114.132, 114.147 et 114.215 : Rejetées. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.85 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.25 et 114.73. D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.86 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.84.

Recommandation 114.88 : Rejetée. La Pologne rejette la recommandation faite par la Fédération de Russie pour des raisons politiques. D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandations 114.93 à 114.96 : Notées. Les réformes du système judiciaire menées en Pologne répondent aux attentes de la société dans son ensemble. Les mesures de réforme ont pour objectifs d'améliorer la qualité et l'efficacité du système judiciaire, de l'adapter aux exigences sociales et économiques, de réduire la durée des procédures et de renforcer l'indépendance des juges.

Recommandation 114.97 : Notée. La législation régissant le fonctionnement des différents services et fixant les conditions requises pour être candidat à un service donné ne prévoient aucune restriction à cet égard, notamment en ce qui concerne les groupes minoritaires.

Recommandations 114.98, 114.99, 114.101 et 114.103 : Rejetées. La Pologne dispose déjà de telles dispositions. La Constitution polonaise garantit la liberté de la presse (art. 14) et la liberté d'expression, interdisant la censure (art. 54). D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.102 : Acceptée et mise en œuvre.

Recommandation 114.104 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.98. En outre, l'article 12 de la Constitution de la République de Pologne garantit la libre formation et le libre fonctionnement des syndicats, des organisations socioprofessionnelles d'agriculteurs, des associations, des mouvements de citoyens et d'autres organismes et fondations à caractère bénévole.

Recommandation 114.105 : Rejetée. Les autorités biélorusses ont truqué les élections présidentielles de 2020 et ont brutalement réprimé les manifestations pacifiques. Elles ont arrêté des milliers de manifestants pour des raisons politiques, torturé et harcelé nombre d'entre eux, mis fin aux activités de toutes les organisations de défense des droits de l'homme, interdit aux médias indépendants d'exercer leurs activités et persécuté les opposants politiques. La Pologne, comme la plupart des États démocratiques, a pris les mesures nécessaires pour persuader les autorités biélorusses de résoudre la crise politique et d'entamer la démocratisation du pays. La communauté internationale a exhorté à plusieurs reprises les autorités biélorusses à cesser toute violation des droits de l'homme, notamment dans la résolution A/HRC/RES/49/26 du Conseil des droits de l'homme et dans le cadre du Mécanisme de Moscou pour la dimension humaine, qui décrit les violations des droits de l'homme au Bélarus.

Recommandation 114.106 : Rejetée. La Pologne ne soutient pas les extrémistes. Au contraire, elle soutient toutes les personnes qui ont été contraintes de fuir leur foyer au Bélarus en raison de la répression brutale des manifestations pacifiques organisées à la suite des élections présidentielles truquées d'août 2020 et des violences systématiques commises par les autorités biélorusses, notamment des violations massives des droits de l'homme.

Elle soutient également les organisations démocratiques qui tentent de résoudre la crise politique par le dialogue, de mettre fin aux violations des droits de l'homme au Bélarus, de traduire en justice les responsables de ces violations et de mettre en place des processus démocratiques dans le pays.

Recommandation 114.107 : Rejetée. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.117 : Notée, en cours de mise en œuvre. La Pologne continue de prendre des mesures pour garantir à l'ensemble de ses citoyens le droit d'accéder aux soins de santé financés par des fonds publics.

Recommandations 114.118 et 114.119 : Rejetées. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.120 : Rejetée. En ce qui concerne l'accès à l'interruption de grossesse, les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.118. En ce qui concerne l'accès à la contraception, les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.121 : Rejetée. En ce qui concerne l'accès à l'interruption de grossesse, les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.118. En ce qui concerne la modification de l'article 152.2 du Code pénal, la Pologne n'a pas prévu d'engager des travaux législatifs à cet égard. Il n'y a donc aucune raison d'accepter la recommandation d'abroger ou de modifier cette disposition dans un avenir proche.

Recommandation 114.122 : Acceptée et mise en œuvre.

Recommandation 114.123 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.118 et 114.122.

Recommandation 114.124 : Acceptée et mise en œuvre. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.125 : Acceptée et mise en œuvre. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.124.

Recommandation 114.126 : Acceptée et mise en œuvre.

Recommandation 114.127 : Rejetée. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.128 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.21, 114.118 et 114.122.

Recommandation 114.129 : Acceptée en ce qui concerne la lutte contre la violence à l'égard des femmes, et rejetée pour le reste.

Recommandations 114.130 et 114.131 : Acceptées et mises en œuvre. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.122.

Recommandations 114.133 à 114.135 : Rejetées. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.118, 114.121, 114.122 et 114.127.

Recommandation 114.136 : Acceptée et mise en œuvre. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.118 et 114.122.

Recommandation 114.137 : Acceptée et mise en œuvre. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.124.

Recommandation 114.138 : Acceptée et mise en œuvre.

Recommandation 114.143 : Rejetée. Le système éducatif prévoit des cours d'éducation sexuelle, notamment dans le cadre des cours de préparation à la vie familiale et de biologie. Les autres raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.118 et 114.122.

Recommandation 114.150 : Rejetée. Il n'est pas possible que l'aide publique au développement de la Pologne atteigne le niveau de 0,7% du revenu national brut au cours des cinq prochaines années, car cet objectif n'a pas été planifié et n'est pas inclus dans le *programme pluriannuel de coopération au service du développement pour la période 2021-2030*.

Recommandation 114.159 : Acceptée. Le Conseil des jeunes pour le climat est un organe consultatif rattaché au Ministère du climat et de l'environnement.

Recommandation 114.162 : Notée. La Pologne entend le terme « genre » comme désignant exclusivement le sexe biologique, donc le sexe naturel d'une personne, c'est-à-dire d'une femme ou d'un homme.

Recommandation 114.163 : Notée. D'autres raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.164 : Rejetée. En ce qui concerne l'introduction de la définition du viol, les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.21.

Recommandation 114.165 : Acceptée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.162.

Recommandation 114.166 : Notée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.162.

Recommandation 114.167 : Notée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.21 et 114.162.

Recommandation 114.168 : Rejetée. En ce qui concerne l'introduction de la définition du viol, les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.21.

Recommandations 114.169, 114.170, 114.173 et 114.176 : Acceptées. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.163.

Recommandation 114.171 : Notée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.163.

Recommandation 114.172 : Notée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.162 d'une part et 114.163 d'autre part.

Recommandation 114.174 : Notée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.163.

Recommandations 114.175, 114.177 et 114.178 : Acceptées. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.162 d'une part et 114.163 d'autre part.

Recommandation 114.187 : Rejetée. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.192 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.132.

Recommandation 114.198 : Rejetée. La Pologne entend le terme « genre » comme désignant exclusivement le sexe biologique, donc le sexe naturel d'une personne, c'est-à-dire d'une femme ou d'un homme. Elle ne reconnaît pas le terme « identité de genre ».

Recommandations 114.199 et 114.200 : Rejetées. La Pologne dispose de mécanismes juridiques appropriés qui protègent toute personne contre la discrimination, les discours de haine, les crimes de haine, les préjugés fondés sur l'orientation sexuelle, etc. Il n'est donc pas nécessaire de catégoriser les personnes et de prévoir spécialement pour elles dans la loi une protection purement individuelle.

Recommandations 114.201, 114.203, 114.204 et 114.207 à 114.209 : Rejetées. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.198 et 114.199.

Recommandation 114.202 : Rejetée. Les raisons sont similaires à celles exposées pour la recommandation 114.199. En outre, conformément à l'article 18 de la Constitution polonaise, le mariage, qui est l'union d'un homme et d'une femme, ainsi que la famille, la maternité et la paternité bénéficient de la protection de la République de Pologne.

Recommandation 114.205. Acceptée. L'article 32 de la Constitution polonaise établit l'égalité de tous devant la loi. Toute personne a droit à un traitement égal de la part des autorités publiques. Nul ne peut faire l'objet de discrimination dans la vie politique, sociale ou économique, pour quelque raison que ce soit.

Recommandations 114.206 et 114.210 : Rejetées. Les raisons sont similaires à celles exposées pour les recommandations 114.198, 114.199 et 114.202.

Recommandation 114.212. Rejetée. L'article 32 de la Constitution polonaise établit l'égalité de tous devant la loi. Toute personne a droit à un traitement égal de la part des autorités publiques. Nul ne peut faire l'objet de discrimination dans la vie politique, sociale ou économique, pour quelque raison que ce soit.

Recommandation 114.214 : Rejetée. Les gardes frontière traitent les migrants et les demandeurs d'une protection internationale d'une manière conforme à la loi. Tout renvoi d'étrangers à la frontière entre la Pologne et le Bélarus est fondé sur la loi polonaise. Ces renvois sont la conséquence des actions des services bélarussiens et ne s'appliquent qu'aux personnes qui ne demandent pas de protection et qui ont délibérément et illégalement franchi la frontière avec l'aide des services bélarussiens. Adoptées à l'automne 2021, les dispositions relatives aux mesures d'obligation de quitter le territoire polonais ne sont pas contraires au principe de non-refoulement, car elles n'impliquent pas l'abrogation des dispositions correspondantes de la loi relative à la protection des étrangers sur le territoire de la République de Pologne, qui garantit le droit de solliciter une protection.

La Pologne rejette la recommandation, car elle a été formulée par le pays qui a provoqué la crise migratoire en question.

Recommandation 114.216 : Partiellement acceptée. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.

Recommandation 114.231 : Rejetée. La Pologne rejette la recommandation faite par la Fédération de Russie pour des raisons politiques. Les raisons sont détaillées dans l'annexe.
